

## Contribution d'ALCAN RHENALU

1. Nous n'avons pas les compétences pour émettre un avis sur les considérations fournies par GRT. Nous notons que la CRE elle-même considère que les analyses de GRT gaz nécessitent des approfondissements (paragraphe 4.1). Alors que la consommation de pointe de la France s'envole, on continue à développer des outils pour satisfaire cette demande au lieu d'inciter les consommateurs à utiliser des équipements moins « électrivores ». (Chauffage au gaz, pompe à chaleur, géothermie, etc...) plus respectueux de l'environnement que la transformation de gaz en électricité pour le même résultat.
2. Si on en croit GRTgaz, dans la situation actuelle (paragr. 3.1.1), la modulation globale est globalement assez faible, bien répartie sur le réseau et est facile à prévoir globalement. Nous considérons donc que l'équilibrage journalier doit être maintenu pour les clients industriels. En outre, un équilibrage horaire constituerait une barrière supplémentaire à l'entrée de nouveaux fournisseurs.
3. Le démarrage des CCGT avec un fonctionnement de pointe va considérablement accroître, la modulation en volume et en amplitude de manière beaucoup plus imprévisible sur un réseau qui est loin d'être surdimensionné. Il nous semble qu'il est indispensable que les producteurs d'électricité donnent leur profil de consommation horaire du lendemain.
4. Nous sommes opposés à la mise en place d'un équilibrage horaire.
5. Nous pensons que les conséquences financières des perturbations créées par l'arrivée des CCGT doivent être supportées par les producteurs.
6. Le paragraphe 4.3.3 de l'étude GRTgaz nous surprend. Les centrales se construisent sans concertation préalable avec les GRT et cela peut conduire à court terme à des risques de congestion. Dans ces conditions il importe que :
  - a) les CCGT susceptibles de créer les plus fortes congestions en supportent plus de conséquences que les autres
  - b) que les quelques capacités d'entrée existantes ou à venir ne soit pas totalement captées par des CCGT et laissent la place à une plus grande ouverture à la concurrence entre fournisseurs de gaz.
7. Si malgré tout, les obligations d'équilibrage horaires sont mises en place, elles ne doivent s'appliquer qu'au CCGT car les autres consommations sont considérablement moins variables, les industriels étant les plus stables (paragraphe 3.1.1).
8. Nous renouvelons notre étonnement sur le processus global suivi :
  - pas de remise en cause du « toujours plus de pointe » de la consommation électrique
  - construction d'outils pour satisfaire cette demande sans s'assurer au préalable de la possibilité d'alimenter en gaz ces outils.

Nous rappelons que les conséquences financières en résultant doivent être supportées par les producteurs. Enfin durant les périodes de crise où les consommations de gaz doivent être réduites, les CCGT doivent être effacées en priorité.